

Dopage et Disqualifications - Pékin 2015

En 2003 l'AIFA a adopté le Code mondial antidopage de l'AMA comme base de la lutte contre le dopage afin d'harmoniser ses règles (listes des substances prohibées, procédures et sanctions) avec celles de l'ensemble des instances sportives internationales.

Notes : L'AMA faisait une différence dans les substances interdites entre celles **non spécifiées** utilisées uniquement en raison de leur capacité d'amélioration des performances (Anabolisants, certains Stimulants, Hormones de croissance, EPO) et celles **spécifiées** utilisées aussi à des fins thérapeutiques (Médicaments, Diurétiques, certains Stimulants, Narcotiques) ou récréatives (Cannabis) donc susceptibles d'introduire un doute sur la volonté de se doper (Article 4, Alinéa 2 de son Code en vigueur depuis le 1^e Janvier 2015). L'AIFA lors de la réunion de son Congrès les 7 & 8 Août 2013 à Moscou (Russie) a investi son Conseil du pouvoir constitutionnel de faire appliquer à compter du 1^e Janvier 2015 le nouveau Code de l'AMA (en phase de révision en 2013) devant entrer en vigueur à cette date. En effet l'Article 6, Alinéa 12.c de la Constitution AIFA 2012/2013 permettait au Conseil de faire toute modification/ajustement aux règlements entre la tenue de 2 Congrès (rythme biennal). Ainsi les règles antidopage AIFA 2015, en adéquation avec le nouveau Code AMA, sont entrées en action de manière intérimaire à partir du 1^e Janvier et de manière permanente à compter du 1^e Novembre (règlement 2016) sur approbation officielle du Congrès de Pékin (Chine) les 19 & 20 Août 2015.

À l'ouverture des CM 2015, les athlètes reconnus coupables d'usage de produits interdits suite à un prélèvement urinaire ou sanguin (y compris lors de retestages d'échantillons conservés) ou suite à toute forme d'évidence de dopage (témoignages, preuves écrites, conclusions tirées du Passeport Biologique de l'Athlète ou de toute analyse d'informations, aveux de dopage) mais aussi de toute autre violation des règles antidopage (refus de se soumettre à un test ou de fournir un échantillon, détention & trafic de substances interdites, falsification de tout ou partie du processus de contrôle ou encore défaut de déclaration de localisation précise et complète pour la bonne réalisation des contrôles) (Articles 32 & 33 des règles AIFA), subissaient des sanctions prévues par le règlement AIFA :

- l'Article 37

* Tout athlète **devait** être suspendu provisoirement par l'AIFA (athlète de niveau international) ou sa fédération (tout autre athlète) jusqu'à la résolution finale de son cas pour des substances **non spécifiées** (Alinéa 16) mais **pouvait** facultativement l'être pour des substances **spécifiées** et les autres cas de violations des règles antidopage (Alinéa 17).

* Si la fédération de l'athlète ne décrétait pas de suspension provisoire relevant de son domaine alors l'AIFA l'imposait (Alinéa 19).

- l'Article 40

* En cas d'infraction à l'occasion d'une compétition (Championnats ou réunion), disqualification de **tous** les résultats individuels de l'athlète quel que soit le moment de la compétition où la violation a eu lieu (Alinéa 1) et, aussi pour un contrôle inopiné ou tout autre cas de violation, disqualification de **toutes** les performances réalisées entre la date du prélèvement ou de la violation et le début de la suspension provisoire éventuelle ou de la suspension finalement décidée (Alinéa 9).

* Pour une 1^e violation :

- Suspension de **4 ans** pour un test positif à toute substance **spécifiée** ou **non**, un refus de prélèvement, une évidence de dopage, la détention de drogues ou une falsification lors du processus de contrôle (Alinéas 2.a & 4.a).

Note : Cette suspension était portée à **2 ans** si l'athlète pouvait établir que la violation n'était pas intentionnelle (Alinéa 2.b) c'est-à-dire sans la volonté de tricher (Alinéa 3) pour toute substance **spécifiée** ou **non**.

La sanction était au minimum une **réprimande** (avec disqualification de la compétition) et au maximum **2 ans** de suspension pour toute substance **spécifiée** si l'athlète prouvait qu'il n'avait commis aucune faute ou négligence significatives (accident ou prescription médicale) ou en cas d'ingestion d'un produit contaminé sans s'en rendre compte (Alinéa 6.a).

- Toute combinaison de 3 tests manqués au cours d'une période de 12 mois due à des manquements de localisation précise et correcte de la part d'un athlète entravant ainsi la réalisation des contrôles, entraînait une suspension au minimum d'**1 an** et au maximum de **2 ans** en fonction du degré de faute de l'athlète (Alinéa 4.b).

* Pour une **2^e violation** considérée comme **récidive**, que les catégories de substances interdites ou de situations de dopage des violations fussent identiques ou pas :

- Suspension plus sévère pouvant aller jusqu'à 2 fois la période applicable à la 2^e violation traitée comme si elle était une 1^e violation (Alinéa 8.a) en fonction de la gravité du cas.

Note : La 2^e violation n'était pas considérée comme récidive si l'athlète l'avait commise avant d'avoir reçu notification de la 1^e violation ou si, après la résolution de la 1^e violation, des faits étaient découverts impliquant une autre violation par l'athlète ayant eu lieu avant la notification de la 1^e (Alinéa 8.d).

On parlait alors de violations multiples devant être considérées ensemble comme une seule infraction et la sanction retenue correspondait à la plus sévère de celles des différentes violations (1^e cas) ou était une sanction additionnelle (2^e cas) (Alinéa 8.d).

* Une **3^e violation** entraînait une suspension à **vie** (Alinéa 8.b).

* La période de suspension commençait à la date de sa prise de décision par la fédération nationale (le plus souvent le jour de l'audition) ou si l'athlète admettait rapidement sa faute par écrit, à la date du prélèvement ou de la violation, toute période de suspension provisoire étant déduite de la durée totale à purger (Alinéa 11).

Dopage et Disqualifications - Pékin 2015

- l'Article 41

* Lorsque l'athlète ayant violé les règles antidopage était membre d'un relais, l'équipe devait être disqualifiée de la compétition, que l'infraction ait eu lieu pendant la dite compétition (**Alinéa 1**) ou avant (**Alinéa 3.a**), avec toutes les conséquences qui en découlaient pour elle (perte de médailles et de diplômes).

Note : Dans le cas où l'athlète dopé n'avait participé qu'à un tour préliminaire du relais, cet alinéa ne prévoyait pas expressément s'il fallait aussi disqualifier l'équipe en Finale à laquelle il n'avait pas pris part. En pratique la disqualification du relais finaliste découlait implicitement de celle du/des relais du/des tours précédents qui avai(en)t permis l'accès à la Finale.

En pratique aussi, dans le cas où l'athlète dopé n'avait pris part qu'à la Finale, seul le relais finaliste était disqualifié.

- l'Article 42

* Toute décision (sanction ou blanchiment) prise par l'organe disciplinaire de 1e instance d'une fédération pouvait faire l'objet d'un appel : - **toujours** auprès du **TAS** pour tout athlète de niveau international ou les cas avérés lors de compétitions internationales relevant de l'**AIFA** (**Alinéa 3**) sur initiative de l'**AIFA** ou de l'athlète concerné notamment (**Alinéa 5**).

- **principalement** auprès d'un organisme indépendant d'appel fédéral ou sportif national pour tout autre athlète ou compétition autre que **AIFA** (**Alinéa 4**) sur initiative de l'athlète concerné ou de sa fédération notamment (**Alinéa 6**) (décision d'appel contestable devant le **TAS** par l'**AIFA**, **Alinéa 7**) ou **exceptionnellement**, en cas de carence d'un tel organisme, par l'**AIFA** auprès du **TAS** (**Alinéa 8**).

Dans tous les cas les décisions du **TAS** étaient définitives (**Alinéa 26**).

2 Kényanes ont été convaincues de dopage à l'occasion des **CM** :

Elles ont subi chacune un contrôle ciblé par l'**AIFA** à l'hôtel de leur délégation à Pékin peu avant l'ouverture des épreuves mondiales.

La positivité des tests au **Furosémide** (un Diurétique) a été révélée le **25 Août** après leur entrée en lice dans la compétition.

@ Francisca Koki **MANUNGA**, éliminée en Séries du 400m Haies, 6e en 58"96, a été contrôlée le **20 Août**.

@ Joyce **ZAKARY**, 2e en Séries du 400m en 50"71 et ayant dû déclarer forfait en Demi-finales, a été testée le **21 Août**.

Elles ont toutes les 2 été suspendues **4 ans**.

Des athlètes ont subi un contrôle avant les **CM** qui s'est avéré positif quelques jours avant leur épreuve ce qui les a contraints au forfait ou après leur participation ce qui a entraîné leur disqualification :

@ Aleksandr **YARGUNKIN** (**Russie**) engagé dans le 50km Marche a été exclu de l'Équipe russe par sa Fédération la veille (**26 Août**) de son départ pour Pékin, pour un test inopiné du **13 Août à Cheboksary (Russie)** avéré positif à l'EPO. Il a été suspendu 4 ans.

@ Deborah **ODEYEMI** (**Nigeria**) a participé au Relais 4x100m où son équipe a été éliminée en Séries (8e en 43"89).

Après les **CM**, la positivité à la **Méthénolone** d'un test subi le **30 Juillet à Warri (Nigeria)** lors des Championnats nationaux a été avérée. Elle a été suspendue **4 ans**.

@ Tosin **ADELOYE** (**Nigeria**), éliminée en Séries du 400m (5e en 52"42) et relayeuse du 4x400m nigérian (5e en 3'25"11), a été convaincue de dopage à des **Stéroïdes** (dont les noms n'ont pas été révélés) après les **CM**, pour un test réalisé le **24 Juillet** en compétition à **Warri (Nigéria)**.

Elle a été suspendue **8 ans** car elle était récidiviste (**2 ans en 2012**).

@ Andrés **SILVA** (**Uruguay**) forfait en Séries du 400m Haies,

a subi un test inopiné à **Montevideo (Uruguay)** le **2 Juin** qui s'est révélé positif à une hormone interdite.

La nouvelle ayant été confirmée à l'ouverture des **CM**, l'Uruguayen a dû être retiré in extremis de son épreuve.

La substance incriminée était l'**Androsténétrione** (médicament pour traiter le cancer du sein) pouvant aider à stimuler la production de **Testostérone** et que l'athlète aurait ingérée selon lui sans le savoir dans un supplément alimentaire que des médecins lui avaient autorisé à prendre.

Finalement, le Comité de Discipline de l'Organisation Antidopage Uruguayenne a infligé une suspension de **6 mois** à **SILVA**, estimant qu'il y avait probabilité d'absence de négligence significative et qu'il pouvait avoir ingéré involontairement le produit interdit.

@ Mohammad Hossein **ABAREGHI** (**Iran**) forfait en Séries du 200m,

avait subi un test à **Téhéran (Iran)** le **11 Juillet** finalement avéré positif au **Stanozolol** peu avant les **CM**.

Il a été suspendu **4 ans**.

Note : En Novembre **2015**, une Commission d'enquête indépendante nommée par l'**AMA** a rendu public un rapport accablant dénonçant un vaste système de dopage généralisé et de corruption dans l'Athlétisme russe. Cette enquête faisait suite aux allégations en **2014**, dans un documentaire de la télévision allemande **ARD**, d'athlètes, d'entraîneurs et de responsables antidopage russes accusant le système sportif de leur pays de pourvoir nombre de ses compétiteurs en produits dopants en échange d'un pourcentage de leurs gains et de falsifier ou détruire des échantillons positifs avec la complicité du Laboratoire antidopage de **Moscou** et l'aval du gouvernement.

Dopage et Disqualifications - Pékin 2015

Dans la foulée le Conseil de l'AIFA réuni le **13 Novembre 2015** par vidéoconférence depuis **Londres** a suspendu provisoirement la Fédération Russe d'Athlétisme en tant que membre (Articles **6 & 14** de la Constitution **AIFA** en vigueur) en attendant la fin de l'enquête. En conséquence la Fédération Russe devait déléguer la gestion des cas de dopage en suspens et à venir de ses athlètes au **TAS** ou à tout autre organe externe (Agence Antidopage de Russie/RUSADA notamment) rendant une décision en 1e instance (Article **38, Alinéa 5** des règles **AIFA 2016/2017** & Article **8** à partir de **2018**).

Le passeport biologique de l'athlète (PBA)

Le **PBA**, document électronique rassemblant les résultats des contrôles antidopage d'un sportif ainsi que ses profils hématologique et endocrinologique tenus à jour en permanence, a permis de déceler l'usage régulier de substances interdites sur la base des variations anormales de ces paramètres pour une période donnée et ce sans qu'il y ait eu de contrôle positif proprement dit.

L'AIFA l'a adopté en **2009** et a pu annoncer à partir de **2012** les noms d'athlètes sanctionnés car leurs profils du **PBA** étaient suspects et considérés comme une évidence de dopage.

Au fur et à mesure des annonces ces athlètes ont été suspendus et certains d'entre eux ayant participé aux **CM 2015** en ont été disqualifiés quand la date de départ des variations anormales constatées marquant le début de l'annulation des résultats était antérieure à leur épreuve mondiale :

@ Yassine **BENSGHIR** (**Maroc**), (depuis le **7 Juin 2014**), 9e en Demi-finales du 1500m en 3'44"95, suspendu **4 ans**

@ Adil **ANNANI** (**Maroc**), (depuis le **4 Novembre 2011**), Abandon dans le Marathon, suspendu **4 ans**

@ Othmane **EL GOUMRI** (**Maroc**), (depuis le **11 Août 2013**), 13e en Séries du 5000m en 13'58"06, suspendu **2 ans**

@ Nader **BELHANBEL** (**Maroc**), (depuis le **14 Juillet 2015**), 7e du 800m en 1'47"09, suspendu **21 mois**

La peine de **4 ans** dont il aurait dû écoper a été réduite à **1 an & 9 mois** grâce à sa collaboration avec l'**AMA** quand il a dévoilé les noms des membres du réseau qui lui procuraient de l'**EPO**.

Note : Une suspension pouvait être réduite (dans la limite des trois-quarts) pour circonstances exceptionnelles quand l'athlète fournissait une aide substantielle à l'**AIFA**, une organisation antidopage, une autorité judiciaire ou policière, pour découvrir une violation des règlements ou une infraction pénale commise par une autre personne (Article **40, Alinéa 7.a** des règles **2015/2017**).

@ Olena **SHUMKINA** (**Ukraine**), (depuis le **20 Mai 2011**), 42e du 20km Marche en 1h41'30", suspendue **3 ans & 6 mois**

@ Ekaterina **DOSEYKINA** (**Russie**), (depuis le **5 Août 2015**), 15e en Séries du 3000m Steeple en 10'13"26, suspendue **2 ans** additionnels Elle était déjà suspendue **2 ans** depuis Décembre **2016** pour avoir manqué 3 contrôles antidopage en l'espace d'un an et sa suspension a été augmentée de **2 ans** afin de la porter à un total de **4 ans** en **2017** suite aux anomalies constatées dans son **PBA**. Ses résultats ont été annulés à compter du **5 Août 2015**.

Retestages

Note : Les règles antidopage stipulaient que tout échantillon pouvait être conservé et soumis à une réanalyse et ce dans la limite des **10 ans** suivant la date de la violation (Articles **6 & 18 AIFA/WA & Articles 6 & 17 AMA** pour les règlements à partir de **2018**). En vertu du principe de non rétroactivité des règles de l'**AIFA/WA** relatives aux questions de fond, les sanctions applicables pour dopage dans les cas de réanalyses devaient être celles en vigueur les années durant lesquelles les prélèvements conservés avaient été faits.

@ Marina **PANTELEYEVA** (**Russie**), abandon en Finale avec le Relais 4x100m russe,

a été suspendue **4 ans** en **2020** par la **RUSADA** agissant en 1e instance suite au retestage avéré positif au **Stanozolol** de son échantillon prélevé le **20 Juin 2015** à **Cheboksary (Russie)** à l'occasion des Championnats d'Europe par équipes.

La Russe a vu tous ses résultats annulés entre le **20 Juin 2015** et le **19 Juin 2019**.

@ Yelena **PANOVA** (**Russie**), 15e des Qualifications du Disque avec 60,21m,

a été suspendue **2 ans** en **2022** par la **RUSADA** agissant en 1e instance suite au retestage avéré positif à la **Diméthylbutylamine**, un Stimulant spécifié, de son échantillon prélevé le **28 Mai 2015** à **Sotchi (Russie)** lors des Championnats nationaux par équipes.

Ses résultats ont été annulés du **28 Mai 2015** au **27 Mai 2017**.

Cas de dopage découlant des conclusions du Rapport McLAREN

et du Système de Gestion de l'Information du Laboratoire de Moscou (Laboratory Information Management System, LIMS)

En Mai **2016** l'**AMA** a créé une commission indépendante dirigée par Richard **McLAREN**, un juriste canadien, afin d'étudier de manière approfondie le système de dopage institutionnel russe appliqué entre fin **2011** et Août **2015**, révélé par le rapport initial (Novembre **2015**) de la première Commission d'enquête sur le sujet (cf plus haut) et corroboré par les allégations dans une interview au New York Times de Grigory **RODCHENKOV** réfugié aux **Etats-Unis** depuis Janvier. L'ex directeur (**2006/2015**) du Laboratoire antidopage de **Moscou** révélait par le détail le système de dopage russe impliquant entre autres le Ministère des sports, les fédérations nationales sportives, l'Agence nationale antidopage et les services secrets.

La Commission **McLAREN** va ainsi collecter et étudier des milliers de documents, courriels, rapports de laboratoires, rapports officiels

Dopage et Disqualifications - Pékin 2015

de contrôles antidopage, révélations de témoins, enregistrements vidéo, photographies, analyses de disques durs, analyses médico-légales d'échantillons d'urine et de bouteilles de laboratoire, SMS...

Richard **McLAREN** a publié son rapport en 2 parties (Juillet et Décembre **2016**) mettant à jour notamment un système de falsification d'échantillons A d'urine positifs après analyse par le Laboratoire de **Moscou** avec l'aval du Ministère des sports et inscrits comme étant négatifs dans le Système de Gestion et d'Administration antidopage (**Anti-Doping Administration & Management System/ADAMS**) c'est-à-dire le centre d'information réunissant toutes les données liées au dopage.

Ce système de falsification répertorié sous le nom de "Disappearing Positive Methodology" (Méthode de Disparition des Cas positifs) a été mis en place en vue des **JO 2012 de Londres** et des **CM 2013 d'Athlétisme de Moscou**.

De plus le même laboratoire de **Moscou** fournissait à de nombreux sportifs russes un mélange de 3 **Stéroïdes** dissous dans de l'alcool afin d'éviter plus sûrement leur détection en accélérant leur disparition de l'organisme ou en atténuant leur présence détectable.

Pour l'Athlétisme les résultats de l'enquête du Rapport **McLAREN** ont dévoilé les noms de Russes dont la positivité a été avérée.

À partir de **2019** l'**AMA** a pratiqué un examen approfondi des échantillons conservés et des données enregistrées dans le Système de Gestion de l'Information du Laboratoire de **Moscou** (**Laboratory Information Management System, LIMS**) concernant les athlètes russes n'ayant pas été considérés comme dopés lors de la première vague d'enquêtes (**2016/2019**) liée aux conclusions du Rapport **McLaren** mais aussi des athlètes biélorusses impliqués dans ce système.

C'est ainsi que certains d'entre eux présents aux **CM de Pékin** ont été convaincus de dopage, ont vu leurs résultats mondiaux annulés et ont été sanctionnés par une suspension :

@ Yekaterina **STROKOVA (Russie)**, 17e des Qualifications du Disque avec 59,32m, suspendue **4 ans**
et résultats du **20 Juin 2012 au 11 Janvier 2023** annulés sur la base des données du **LIMS**

@ Sergey **LITVINOV (Russie)**, 5e du Marteau avec 77,24m, suspendu **2 ans**
et résultats du **14 Juillet 2012 au 25 Février 2016** annulés sur la base des données du **LIMS**

@ Maksim **SIDOROV (Russie)**, 22e des Qualifications du Poids avec 19,35m, suspendu **3 ans**
et résultats du **15 Juillet 2012 au 3 Juillet 2017** annulés

Le Russe avait déjà été suspendu **1 an** suite à un test réalisé le **6 Juin 2017** avéré positif à l'**Indapamide** (Diurétique).

La récidive n'a pu être retenue car la 2e violation dans le temps (**2017**) a été avérée avant les différentes infractions révélées (**2022**) dans le cadre du rapport **McLAREN** et par les données du **LIMS** mais les circonstances aggravantes ont été admises.

@ Yelena **KOROBKINA (Russie)**, Abandon en Séries du 5000m, suspendue **4 ans**
et résultats du **2 Juillet 2013 au 24 Juillet 2016** annulés sur la base des données du **LIMS** & du rapport **McLaren**

@ Pavel **IVASHKO (Russie)**, 5e en Séries du 400m en 45"25 & 8e avec le Relais 4x400m en 3'03"05, suspendu **4 ans**
et résultats annulés à partir du **19 Mai 2014** sur la base des données du **LIMS** & du rapport **McLaren**